

comprendre où son argumentation conduirait, si l'on dit qu'une province qui ne retirera aucun profit de la subvention ne sera pas tenue de contribuer au paiement de celle-ci, c'est une autre affaire. Mais si l'on demande à certaines provinces de fournir réellement la moitié des revenus du pays et si on refuse de leur accorder tous les avantages que les autres provinces reçoivent, je dis que c'est pousser le favoritisme trop loin. Et c'est en réalité ce que le ministre nous a dit, l'autre soir, à propos des stations agronomiques fédérales. Il a déclaré qu'une vieille province, telle que celle d'Ontario, par exemple, ne peut grandement bénéficier de ces institutions fédérales. Je soutiens, au contraire, que nous pouvons retirer un grand avantage d'une dépense appropriée. Je ne critique pas le montant dépensé, mais je voudrais savoir si nous aurons ou non l'occasion de débattre davantage la question quand on soumettra—ce que l'on fera, je présume—le rapport de M. Duncan Marshall à la Chambre.

L'hon. M. MOTHERWELL: Quand on a débattu la question des stations agronomiques fédérales, j'ai fait quelques-uns des commentaires que mon honorable ami m'attribue, mais j'ai fait observer, en outre, qu'en ce qui concerne la province d'Ontario, on dépensait à la ferme expérimentale d'Ottawa plus d'argent et qu'on y travaillait à plus de cultures qu'on n'en dépensait et qu'on en faisait dans aucune institution agricole d'aucune autre province du Dominion. Que faut-il de plus à Ontario?

M. SUTHERLAND: La ferme expérimentale d'Ottawa n'est pas destinée à la seule province d'Ontario. L'observation que le ministre a faite à ce propos pouvait s'appliquer avec autant de force aux dépenses encourues aux fins de l'administration civile du gouvernement canadien dont le siège est à Ottawa.

L'hon. M. MOTHERWELL: Je demanderais à mon honorable ami ce que faisait la grande représentation d'Ontario, à la dernière Chambre, lorsqu'elle laissait l'honorable député de Victoria-Cité (M. Tolmie) négliger cette province.

M. SUTHERLAND: Le ministre a déclaré, l'autre soir, que les stations agronomiques avaient perdu 75 p. 100 de leur valeur, après qu'on les eût exploitées durant 25 ans. Je crois que ce sont les mots qu'il a employés. Je ne puis aucunement souscrire à cette affirmation.

L'hon. M. MOTHERWELL: J'ignore s'il sert à grand chose de faire observer son erreur à mon honorable ami. Il se met dans la tête certaines idées qu'apparemment un marteau de forgeron ne pourrait en faire sortir. Voici ce que j'ai dit: En temps voulu, une nouvelle ère se lèvera où les stations agronomiques fédérales deviendront aussi nécessaires qu'elles le sont, aujourd'hui, alors que la question de la fertilité du sol obligera à d'autres travaux d'expérimentation. J'espère que mon honorable ami admet la distinction. Je ne me suis pas borné à dire qu'au cours des vingt-cinq premières années de leur établissement les stations agronomiques avaient rendu 75 p. 100 de leur utilité; j'ai ajouté qu'avec le temps, une nouvelle ère luira qui réclamera un travail d'une nature toute autre, et que probablement les fermes expérimentales seront aussi utiles alors quelles l'ont été au cours de ces 25 dernières années, les premières de leur existence. Voilà ce que j'ai ajouté distinctement. Je ne veux pas accuser mon honorable ami de me citer à faux sciement, mais c'est ce qu'il fait, involontairement, je l'espère.

M. SUTHERLAND: Si le hansard contient les paroles que j'ai citées, je suppose que le ministre reconsidérera ce qu'il vient de dire. Il a dit, je crois, que la valeur des stations agronomiques diminuait de 75 p. 100 au bout de vingt-cinq ans après leur établissement.

L'hon. M. MOTHERWELL: J'ai dit cela et bien davantage.

L'article est adopté.

Rapport est fait de l'état de la question.

(La séance est levée à onze heures moins dix minutes du soir.)